

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 044 | DU 1^{er} AU 15 MARS 2017

Photo UN/ Archives

L'ONU DÉVOILE UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR METTRE FIN AU FLÉAU DE L'EXPLOITATION ET DES ATTEINTES SEXUELLES



• « LE REDÉPLOIEMENT DE LA GENDARMERIE À BAMBARI EST LE SIGNE QUE L'ÉTAT EST DÉFINITIVEMENT DE RETOUR DANS LA VILLE », DIT LE PR. TOUADÉRA



• DES INFRASTRUCTURES DURABLES POUR CONSTRUIRE LES BASES DE LA MINUSCA



• LE BASKET BALL AU SERVICE DE LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE

<https://minusca.unmissions.org>



NUMÉRO 044 DU 1^{er} AU 15 MARS 2017

SOMMAIRE

3

L'ONU DÉVOILE UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR METTRE FIN AU FLÉAU DE L'EXPLOITATION ET DES ATTEINTES SEXUELLES

4

INSTALLATION DES MAGISTRATS RÉCEMMENT NOMMÉS À LA TÊTE DES HAUTES JURIDICTIONS CENTRAFRICAINES

5

« LE REDÉPLOIEMENT DE LA GENDARMERIE À BAMBARI EST LE SIGNE QUE L'ÉTAT EST DÉFINITIVEMENT DE RETOUR DANS LA VILLE », DIT LE PR. TOUADÉRA

6

LES POPULATIONS DE LA OUAKA INVITÉES À DÉNONCER LA PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS ARMÉS

8

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL À L'ÉCOUTE DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE BANGUI

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

**Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,
Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila**

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Francis Yabendji-Yoga

PRODUCTION :

**Unité Publication & MultiMedia Bureau de la
Communication et de l'Information Publique -
MINUSCA - CPIO 2017**



L'ONU DÉVOILE UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR METTRE FIN AU FLÉAU DE L'EXPLOITATION ET DES ATTEINTES SEXUELLES

Affirmant que les Nations Unies ne devraient en aucun cas être associées à des actes criminels tels que les viols, la violence sexuelle, l'exploitation et les atteintes sexuelles, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a présenté jeudi une nouvelle stratégie pour prévenir et répondre aux abus commis par des personnes servant sous le drapeau de l'ONU.

« De tels actes de barbarie ne devraient jamais se produire. Ils ne devraient surtout jamais pouvoir être associés à des individus qui servent sous le drapeau de l'ONU, en quelque qualité que ce soit », a déclaré M. Guterres dans un message annonçant son nouveau rapport sur la question.

« Affirmons-le d'une seule voix : nous ne tolérerons pas



victimes mérite notre soutien sans faille. Ensemble, tenons cette promesse », a-t-il ajouté.

Le rapport du Secrétaire général, 'Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles : une nouvelle stratégie', définit une approche axée sur les victimes, fondée sur la transparence, la responsabilité et la justice.

Notant que l'exploitation est profondément enracinée dans les inégalités et la discrimination entre les sexes, M. Guterres a déclaré que la promotion de l'égalité entre les sexes dans l'ensemble du système des Nations Unies, y compris ses missions et ses forces de maintien de la paix, contribuerait à faire progresser la parité et, en même temps, à diminuer les abus.

« Engageons-nous dans ce combat pour toutes celles et ceux qui comptent sur l'ONU pour leur apporter l'aide et la protection indispensables à leur survie, mais aussi pour les dizaines de milliers de membres du personnel de l'ONU qui, partout dans le monde, viennent en aide aux populations avec courage et portent haut les idéaux les plus nobles de l'Organisation », a-t-il souligné ■

... Nous ne laisserons personne recouvrir ces crimes du drapeau bleu de l'ONU. Chacune des victimes mérite que justice soit faite. Chacune des victimes mérite notre soutien sans faille. Ensemble, tenons cette promesse...

que quiconque commette ou cautionne des actes d'exploitation ou des atteintes sexuelles. Nous ne

laisserons personne recouvrir ces crimes du drapeau bleu de l'ONU. Chacune des victimes mérite que justice soit faite. Chacune des

LE SAVIEZ-VOUS ?

La MINUSCA a documenté plus de 200 violations et abus des droits de l'homme commis par l'UPC et le FPRC dans la Haute-Kotto et la Ouaka entre novembre 2016 et février 2017 ■

EN BREF

■ **LA SITUATION SÉCURITAIRE À BAMBARI**, préfecture de la Ouaka (centre de la RCA), est en nette amélioration, mais la MINUSCA maintient sa posture robuste en vue de prévenir l'entrée dans la ville de la coalition du Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) qui aurait des conséquences dramatiques pour les populations civiles.

■ **A L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME**, la MINUSCA a fait un don aux malades de l'hôpital national pédiatrique de Bangui et a organisé une caravane médicale à Bouar, au cours de laquelle 220 patients ont été soignés par le contingent bangladais.

■ **LE COORDONNATEUR GÉNÉRAL** du programme national du DDRR à la Présidence de la République, le Colonel Noël Bienvenu Selesson, et la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies

en Centrafrique, en charge des Affaires politiques et des questions de protection des civils, Diane Corner ont indiqué, le 15 mars au siège de la MINUSCA que des avancées ont été enregistrées dans le cadre du programme national de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDRR) des groupes armés.

■ **« TOUS LES DOCUMENTS TECHNIQUES** sont disponibles ainsi que la mobilisation des fonds. Aujourd'hui, nous savons qu'il nous faut 45 millions USD pour tout le programme. Nous avons eu des promesses pour 20 millions USD, nous avons un gap de 25 milliards de FCFA. Aujourd'hui, nous savons que le programme concerne 7 000 ex-combattants (dont 1500 enfants associés aux groupes armés, 500 mercenaires étrangers et environ 1000 ex FACA) et s'étale sur une durée de 39 mois », a déclaré le Colonel Noël Bienvenu Selesson ■

INSTALLATION DES MAGISTRATS RÉCEMMENT NOMMÉS À LA TÊTE DES HAUTES JURIDICTIONS CENTRAFRICAINES

Le Président de la République Faustin Archange Touadéra, a procédé, le vendredi 3 mars 2017 à Bangui, à l'installation des magistrats récemment nommés à la tête des hautes juridictions du pays. La cérémonie s'est ouverte avec la prestation de serment des trois présidents de la Cour de Cassation, du Conseil d'État et de la Cour des comptes.

Une cérémonie de grande im-

portance pour le Chef de l'État qui a relevé le rôle que la Justice doit jouer dans le retour effectif de la paix en Centrafrique. « *Le retour de la paix, la réconciliation nationale doit passer obligatoirement par une justice équitable et la lutte contre l'impunité* », a-t-il soutenu.

Pour le ministre de la Justice, Flavien Mbata, «cette cérémonie revêt un caractère non-négligeable vers la reprise des activités de la Justice et surtout vers

la lutte contre l'impunité ». Il n'a pas manqué de souligner que le redéploiement de la justice sur toute l'étendue du territoire est l'une des priorités du gouvernement et ses partenaires, notamment la MINUSCA : « *avec nos partenaires de la MINUSCA, nous nous évertuons malgré les entraves, à faciliter le travail des magistrats et surtout à consolider les textes organiques qui doivent nous assurer une justice forte.* » ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre du déploiement d'une nouvelle unité de police mobile de la MINUSCA, deux conteneurs de 20 pieds transportant des armes et des munitions sont arrivés le 18 février 2017 à Bangui, en provenance du port de Douala, au Cameroun ■



« LE REDÉPLOIEMENT DE LA GENDARMERIE À BAMBARI EST LE SIGNE QUE L'ÉTAT EST DÉFINITIVEMENT DE RETOUR DANS LA VILLE », DIT LE PRÉSIDENT TOUADÉRA

Bambari a accueilli, le 12 mars 2017, le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, venu rassurer la population et confirmer le retour de l'autorité de l'État dans la préfecture de la Ouaka, suite aux crises à Bambari et ses environs. Pour cette première visite dans la localité depuis son accession à la magistrature suprême, le chef de l'État était accompagné d'une forte délégation composée entre autres du vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique, Makhtar Diop, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga, des Représentants de la CEEAC, l'Ambassadeur Adophe Nahayo, et de l'Union européenne, outre les membres du Gouvernement.

Cette visite du Président de la

République, pleine de symbole, intervient quelques jours après le déploiement historique de 35 gendarmes à Bambari aux côtés de la MINUSCA, en appui aux deux seuls gendarmes restés sur la dizaine précédemment en poste ; six d'entre eux ayant péri dans une embuscade mortelle en octobre 2016 et les deux autres, ayant quitté la ville. « Le redéploiement de la gendarmerie à Bambari est le signe que l'État, grâce à l'appui de la MINUSCA, est définitivement de retour dans la ville », s'est réjoui Faustin Archange Touadéra, promettant que le gouvernement mettra tout en œuvre pour que Bambari retrouve sa sérénité.

Le chef de la MINUSCA a, pour sa part, réitéré le soutien des Nations Unies aux autorités légitimes dans leurs efforts de restauration de l'autorité de l'État. « Cette visite s'inscrit dans le

cadre de l'accompagnement et de l'appui aux autorités légitimes centrafricaines. Le temps de la paix est venu parce qu'il n'y a pas d'autre alternative. C'est pourquoi la MINUSCA apportera tout l'appui nécessaire au Gouvernement dans le cadre du Comité consultatif sur le DDRR pour qu'à travers les progrès obtenus grâce à ce processus, la Centrafrique retrouve progressivement la paix et la sérénité », a-t-il promis, à l'issue de la visite.

« Avec les annonces des appuis financiers qui ont été faites aujourd'hui, la population de Bambari récolte les dividendes concrets du retour de la paix et voit poindre à l'horizon une lueur d'espoir », s'est enfin réjoui Parfait Onanga-Anyanga, avant d'appeler les acteurs du conflit dans la préfecture de la Ouaka à ne pas « tuer cet espoir » ■



Photo UN / MINUSCA

LES POPULATIONS DE LA OUKA INVITÉES À DÉNONCER LA PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS ARMÉS

Après avoir écouté et échangé avec les autorités locales et les responsables de la MINUSCA à Bambari pendant plus de deux heures, Paul prend une décision : « Avec les explications qu'on vient de nous donner, je suis prêt à conduire la Force et la Police de la MINUSCA vers les tentes où vivent des gens qui possèdent des armes ». Aline voudrait faire de même, surtout « lorsqu'elle voit une maison naguère inhabitée subitement occupée par des inconnus » ; mais elle ne cache pas sa crainte de devoir parler...

Et c'est précisément contre la peur et pour inviter les populations à l'aider dans la lutte qu'elle mène depuis quelques semaines à Bambari et ses environs que

la MINUSCA multiplie les rencontres avec les communautés locales. Les sessions ont commencé la dernière semaine de février. Ce matin, ils sont près de 40 hommes et femmes à répondre à l'invitation de la Mission, la plupart étant des leaders communautaires, religieux, chefs de sites de personnes déplacées et représentants de groupements de la rive droite de la Ouaka, le cours d'eau qui donne le nom à la préfecture et traverse la deuxième ville de la République centrafricaine.

Le chef de bureau de la MINUSCA à Bambari, Alain Sitchet, explique l'intervention sécuritaire menée par la Mission pour laquelle il a fallu déployer des militaires du Gabon, du Portugal, du Bangladesh et des policiers

de la Mauritanie et de la République du Congo, venus renforcer les effectifs de soldats de la paix mauritaniens et burundais. « Nous voulons éviter la guerre à Bambari. Nous ne laisserons pas les groupes armés contrôler Bambari et prendre les populations en otage. Les groupes armés ne défendent que leurs propres intérêts », lance-t-il. Une voix parmi la foule fait part de ses doutes, faisant valoir que même après le départ des leaders, la ville de Bambari n'est pas pour autant dépourvue d'armes. Et de demander « Quelle est la stratégie de la MINUSCA ? ».

« Nous avons fait face à des situations identiques à Bria, à Bangui, et nous sommes là pour vous aider. N'ayez pas peur », répond le chef du détachement de l'unité

de police mobile congolaise qui se veut rassurant, tout en demandant de la patience. Le chef du poste de commandement avancé de la Force explique, pour sa part, les mesures prises, notamment un couvre-feu dans la ville de 19h00 à 6h00, annonce le lancement d'un numéro de téléphone

gratuit pour permettre d'alerter en cas de besoin les Casques bleus et appelle la population à avoir confiance et à coopérer avec la MINUSCA. Le même message est réitéré par le commandant du bataillon portugais : « nous sommes là pour vous protéger ; mais pour réussir, nous avons be-

soin de vous ». Depuis le départ des chefs du Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC) et des anti-balakas grâce à la MINUSCA, un « vent nouveau souffle sur la ville », selon un responsable local. Disparus, les hommes en arme et en uniforme dans la ville... ■

DES INFRASTRUCTURES DURABLES POUR CONSTRUIRE LES BASES DE LA MINUSCA

La base de l'aviation militaire sénégalaise de la MINUSCA est en construction à Mpoko, à Bangui. Une particularité : la technologie utilisée, importée d'Afrique du Sud, se veut durable. Ce mardi 7 mars 2017, le Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a effectué une visite sur le site qui, comme il l'explique, « s'inscrit dans le cadre des efforts de la Mission de doter tous nos contingents de lieux d'habitation et de travail décentes ».

Le chantier se compose de trois bâtiments de 150m² chacun et d'un réfectoire de 248 mètres carrés. Léobard Houenou, ingénieur architecte à la MINUSCA, explique que « pour ériger ces bâtiments, nous avons acquis une nouvelle technologie avec des machines hydraformes qui sont produites en Afrique du Sud

et qui ont été importées par la MINUSCA ». Ces machines permettent de « produire des briques stabilisées avec la terre de la localité où on se trouve ». La capacité de production de la machine est d'environ 3400 briques par jour.

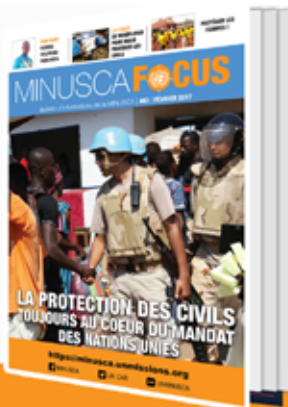
Sur le chantier, « nous avons quelque 120 personnes qui travaillent et nous avons mis 45 personnes en formation », affirme Léobard Houenou selon qui, est aussi présent pour former, pendant deux semaines, les ouvriers centrafricains à l'utilisation des moules hydraformes. Le personnel sur le site se compose de « 40% de femmes et 60% d'hommes », une exigence de la Mission pour encourager la parité.

Lors de sa visite, Parfait Onanga-Anyanga a salué l'implication des « jeunes Centrafricains de toutes origines » dans le projet.

« C'est un projet qui, au-delà des habitations et des bureaux, va permettre de renforcer la cohésion sociale non seulement entre Centrafricains, mais aussi avec la MINUSCA, parce que nous faisons désormais partie de ce pays », a-t-il souligné.

Ouvrier sur le chantier, Ngondang Aladoum Placide ne cache nullement sa satisfaction relative à cette initiative, faisant valoir que « grâce à ces travaux, nous avons reçu des rémunérations qui nous aident à prendre en charge nos familles ».

Des chantiers similaires verront le jour dans diverses localités du pays, dont Kaga Bandoro, Bouar, Bria, Zemio, entre autres. Des infrastructures durables qui, à coup sûr, constitueront un legs de la Mission au pays après son départ ■



MINUSCA **FOCUS**
Mensuel d'information et d'explorations thématiques

Disponible en version imprimée et sur notre site web

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL À L'ÉCOUTE DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE BANGUI



Photo UN / MINUSCA

Dans le cadre de ses rencontres périodiques d'échanges avec les forces vives de la nation, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, s'est rendu, le 9 mars 2017 à l'Université de Bangui, où il s'est entretenu avec les étudiants sur plusieurs sujets importants de l'heure.

« *Jour à jour, je mesure et je peux vous affirmer que nous serons toujours à vos côtés pour réussir tous les paris auxquels la Centrafrique est confrontée* », a déclaré le chef de la MINUSCA, au cours d'un échange interactif avec les étudiants qui ont été attentifs à son exposé axé sur l'importance de la solidarité internationale en Centrafrique.

Parfait Onanga-Anyanga a démontré aux étudiants l'importante place qu'ils occupent dans la re-



construction de la République centrafricaine, l'Université étant considérée comme la pépinière de l'élite intellectuelle de demain. « *Vous ne pourrez réaliser vos projets qu'après avoir brisé les chaînes de la division* », a-t-il exhorté.

Le Représentant spécial a ensuite répondu aux questions notamment sur les étudiants des régions privées d'études à cause des groupes armés, Ali Darassa, l'embargo, le mandat de la MINUSCA ainsi que l'appui qu'elle pourrait apporter à l'Université de Bangui. « *Ne vous*



censurez pas. Il est interdit d'interdire de poser des questions », a-t-il lancé. Sur la demande d'appui, même si le mandat de la MINUSCA ne couvre pas le secteur universitaire, la Mission va étudier avec d'autres partenaires, comment donner le meilleur pour accompagner les efforts de l'institution. La Mission finance actuellement un projet de réhabilitation et équipement de la Bibliothèque de l'université, à hauteur de 24 millions de francs CFA.

L'échange a été « très instructif », s'est réjoui le président de l'Association des étudiants centrafricains (ANECA), Norbert Pounaba. Il est rejoint par son congénère étudiant en Droit, Pascal Yaou : « *les étudiants voulaient profiter de la présence du Représentant Spécial pour comprendre la situation politique et sécuritaire en Centrafrique mais surtout connaître le rôle de la MINUSCA.* » Le président de l'ANECA a souligné la satisfaction des étudiants « *Nous sommes sortis satisfaits de ces échanges car les frustrations et angoisses qui ont*

marqués les débats sont celles de la population centrafricaine en général, mais le Représentant a su trouver les mots pour nous faire comprendre les réalités »

« *Très honoré de cette opportunité d'échanges* », le doyen de la Faculté des Sciences juridiques et politiques, Augustin Kongatoua de même que les professeurs, ont tour à tour défendu, selon leurs visions, des projets de la refondation de la Nation centrafricaine autour du renforcement du système éducatif. Pour eux, l'Université de Bangui est un haut lieu de cohésion sociale. Le recteur, Pr. Jean-Laurent Syssa Magale, le souligne : « *certes, il y a eu un impact sur le calendrier académique mais la diversité et la cohésion sociale n'ont jamais été entamé au sein de notre établissement* ».

Le corps professoral a, par ailleurs, saisi cette opportunité pour solliciter l'aide de la MINUSCA pour un accompagnement dans la construction d'une nouvelle société centrafricaine axée sur la formation des jeunes étudiants. Des sollicitudes auxquelles le

Représentant n'a pas manqué de répondre « *La MINUSCA et tous ses partenaires sont toujours aux côtés des autorités centrafricaines pour les soutenir le mieux que possible* ».

Désirant aussi s'imprégner des conditions dans lesquels les étudiants évoluent, le Représentant Spécial du Secrétaire général a, à l'issue de la rencontre, visité la bibliothèque en cours de réfection par la MINUSCA, de même que la cité universitaire et le restaurant ■



LE BASKET BALL AU SERVICE DE LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE



Un partenariat initié depuis le mois de décembre 2016 a été rendu officiel, le jeudi 2 mars 2017, entre la Fédération centrafricaine de Basketball (FCBB) et la MINUSCA à travers Guira FM, sa station de radio. C'était au cours d'une conférence de presse conjointement animée par le président de la FCBB, Isidore Embola, et le directeur du Bureau de l'Information publique et de la Communication de la Mission, Hervé Verhoosel.

La MINUSCA est en Centrafrique pour promouvoir toutes les actions – le sport en fait partie – qui concordent au retour effectif de la paix et à la cohésion sociale, a rappelé Hervé Verhoosel. « Nous connaissons l'importance du Basket en #Centrafrique et pensons qu'il peut aider à promouvoir la cohésion sociale », a-t-il dit. Ainsi, la radio Guira FM va assurer les reportages en direct des matchs, mais aussi une meilleure visibilité

des activités menées par la FCBB.

Déjà, du 18 au 24 mars 2017, la Centrafrique va accueillir un tournoi qualificatif sous régional. Dans ce cadre et en réponse aux sollicitudes du gouvernement, une trentaine de Casques bleus se sont adjoints à différents partenaires nationaux pour réhabiliter le stade omnisport qui va abriter les rencontres.

Une étape très importante qu'Isi-

dore Embola n'a pas manqué de souligner: « la Fédération est en détresse. Nous avons besoin de tout le monde pour réussir cet important rendez-vous sportif, et la MINUSCA, comme bien d'autres partenaires, a accepté de relever le défi avec nous. Ensemble nous allons réussir ».

Une initiative salubre qui, selon le directeur de la communication de la MINUSCA, s'étendra à d'autres fédérations sportives ■





Photo UN / MINUSCA

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES SOUS LE SIGNE DE LA PARITÉ EN RCA

A l'instar des pays du monde, la République centrafricaine a commémoré, ce mercredi 8 mars 2017, la journée internationale des droits des femmes, au cours d'une cérémonie officielle organisée par le gouvernement au parc du cinquantenaire de Bangui.

Cet évènement, dont le thème, cette année, est « les femmes dans un monde du travail en évolution: pour un monde 50-50 en 2030 », a été présidé par le Chef de l'État, Faustin Archange Touadéra, entouré des membres du Gouvernement, de l'Assemblée nationale, du Corps diplomatique et du leadership de la MINUSCA.

Occasion pour la Première Dame, Brigitte Touadéra, de mettre l'accent sur l'importance des soins aux mamans et l'éducation de la jeune fille, ainsi que de la parité homme femmes. Pour sa part, la ministre des Affaires sociales, Mme Virginie Mbaikoua, a déploré la violence faite aux femmes avant d'insister

sur l'importance de la plus grande participation des femmes au développement du pays.

Le Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a tenu à saluer « les actes de courage et les sacrifices des femmes ordinaires qui ont dans l'histoire de leur pays et de leurs communautés respectives, joué un rôle extraordinaire ». Il a félicité l'Etat centrafricain pour la récente adoption de la loi sur la parité qui est « un pas dans le bon sens », avant de renouveler l'engagement de la mission à aider les autorités centrafricaines « à garantir la contribution, la participation et la représentation effective des femmes dans tous les domaines et à tous les niveaux ».

Des célébrations ont eu également lieu dans différentes préfectures du territoire centrafricain, notamment à Berberati, Begoua, Nola, Carnot ou encore Bossangoa la Représentante spéciale adjointe du Se-

crétaire général des Nations Unies, Diane Corner, a pris part à la cérémonie à Bossangoa (à l'Ouest) où elle a assisté également au lancement des travaux de réhabilitation de la prison.

Rappelons qu'en prélude à la célébration du 8 mars, diverses activités ont été organisées par la Mission à travers le pays. Il s'agit, en l'occurrence de travaux communautaires de salubrité publique, d'exposition d'œuvres de l'artisanat centrafricain et des séances de sensibilisation sur la promotion des droits des femmes, d'actions caritatives et de séances de sensibilisation et de vulgarisation de la récente loi sur la parité homme-femme adoptée en novembre 2016, entre autres.

Ces activités se sont poursuivies jusqu'à la fin du mois de mars et ont été animées par la MINUSCA en collaboration avec l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), faîtière des groupements de femmes du pays ■

LE BIEN-ÊTRE ET L'ÉDUCATION DES FEMMES SONT TOUJOURS AU CŒUR DES ACTIONS DE L'ONU EN RCA, SELON DIANE CORNER EN VISITE À BOSSANGOA



C'est en compagnie de femmes fortement mobilisées, issues des groupements et associations féminines des différents quartiers de la ville de Bossangoa (ouest, préfecture de l'Ouham) que la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies en Centrafrique, chargée des Affaires politiques et des questions liées à la protection des civils, Madame Diane Corner, a célébré, le mercredi 8 mars 2017, la journée internationale de la Femme.

La Représentante adjointe s'est réjouie de fêter aux côtés de « ses sœurs », en vue de mieux connaître la vie des femmes de

l'Ouham, avant de rappeler que les problèmes liés au bien-être, à l'éducation et à l'émancipation des femmes ont été toujours au cœur des actions des Nations Unies et de la MINUSCA en particulier.

Pour Diane Corner, il est l'heure, pour les femmes en Centrafrique, de devenir des actrices de stabilisation et de paix en utilisant les moyens que la démocratie leur offre. Aussi, a-t-elle précisé que l'autonomisation des femmes commence avec l'éducation de filles, qui crée les conditions pour que la participation des femmes dans la société se trouve à tous les niveaux. « Nous voulons bâtir un monde du travail différent pour les femmes. En grandissant,

les filles d'aujourd'hui doivent être exposées à un large éventail de carrières et être encouragées à faire des choix qui les mènent à des emplois dans les secteurs du commerce, de la fonction publique, de l'agriculture moderne et des sciences, au-delà des services ménagers », a-t-elle soutenu.

Profitant de sa présence à Bossangoa, Mme Diane Corner, a échangé avec madame le préfet de l'Ouham et l'évêque, Monseigneur Nestor Désiré Azagbia, avant de rencontrer à la mairie de Bossangoa, les responsables de la sécurité locale, un représentant des ex-combattants, les leaders de femmes pour recueillir leurs préoccupations ■



UN PEU DE SOURIRE DES FEMMES UNPOL À DES ORPHELINS À BIMBO

Le Centre de la Mission Orthodoxe Byzantine se trouve à Bimbo, à la périphérie de Bangui. Ouvert depuis 2010, il accueille des orphelins et des enfants abandonnés. Quelque 25 enfants y sont actuellement, contre une cinquantaine au plus fort de la crise. A en croire le père Regis Voyemawa, son responsable, le centre vit une situation peu aisée car arrivant difficilement à satisfaire les besoins quotidiens des enfants.

La Journée internationale de la femme a été l'occasion pour le réseau des femmes de la Police des Nations Unies (UNPol) d'apporter, ce 08 mars, un peu de sourire sur les lèvres des petits pensionnaires dudit centre. Ces derniers ont eu

droit à de l'aide alimentaire et divers produits de premières nécessités, estimés à 1.000.000 FCFA.

Le père Regis Voyemawa s'est dit « honoré de la contribution de la MINUSCA ». Et de faire valoir : « nous sommes tous interpellés et engagés à voler aux secours des enfants victimes de la crise ou non ».

Comme l'explique la vice-présidente du réseau, Rosalie Pauline Ntolo, le choix de cette action est illustratif de la volonté du réseau des femmes UNPol de marquer cette journée par une « action humanitaire pour souligner leur rôle de mère ».

Pour Souleymane Mgamsou, chef des Opérations et représentant du Commissaire de la UNPol,

« la modeste contribution de la MINUSCA à ce Centre témoigne non seulement de l'engagement de la Mission à travers le réseau des femmes à accompagner les actions du Centre, mais aussi de toutes les actions qui peuvent abrégier la souffrance des personnes en Centrafrique ».

Le réseau des femmes de l'UNPol n'est pas à la première activité du genre. A l'édition 2016 de la Journée internationale de la femme, ce sont des orphelins pris en charge au Centre de la Mère et de l'Enfant, à Bangui, qui ont eu droit à un moment de réjouissance et de dons ■

HOMMAGE AU GENDARME WALLY MARONE



Photo UN / MINUSCA

C'est dans une atmosphère de grande tristesse que s'est déroulée au cours de cette matinée du 14 mars 2017, au quartier général de la MINUSCA, la cérémonie des derniers hommages au gendarme Wally Marone de la PSU (Protection Support Unit) du Sénégal, décédé le 09 mars 2017 à Bangui des suites d'une blessure par balle reçue au cours d'une agression.

Le cercueil, recouvert des drapeaux du Sénégal et des Nations Unies, était porté par ses camarades du PSU-Sénégal et accueilli par un nombre important du personnel de la MINUSCA.

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Diane Corner, qui présidait la cérémonie d'hommage au disparu, était entourée du Commandant de la Force, Balla Keita, du Commissaire de la Police de la MINUSCA, Rolland Zamora, mais aussi des autorités nationale représentées par le Président de l'Assemblée Natio-

nale, Karim Meckassoua, et du ministre de la Défense, Joseph Yakété, qui s'est dit « très attristé par cette perte pour une noble cause en Centrafrique ».

S'exprimant avec émotion devant la dépouille, le chef du Contingent PSU-Sénégal, le lieutenant-colonel Banding Noba, a salué la mémoire d'un gendarme « qui s'est toujours distingué par sa discipline, son dévouement et son courage » et qui va demeurer « un exemple pour ses camarades. »

Diane Corner a quant à elle, rendu un hommage appuyé au « courage du gendarme Wally Marone pour avoir servi sous les drapeaux des Nations Unies. » Elle a tenu à associer à son éloge un message d'espoir pour tous ceux qui continuent d'œuvrer pour la paix en Centrafrique « *Le sacrifice du gendarme Wally ne doit pas être vain. Nous devons poursuivre l'action qui l'avait poussé à quitter son pays, sa famille c'est-à-dire donner de l'espoir à des millions de centrafricains. Nous devons poursuivre sans relâche cette tâche* ». Toutefois, avec fer-

meté elle a condamné ce « *crime qui ne restera pas impuni car une enquête a été aussitôt ouverte pour en connaître les auteurs* ».

Après le dépôt de gerbes et le recueillement, le cercueil a été conduit à l'aéroport de Bangui pour être rapatrié au Sénégal.

Notons que le gendarme Wally Marone du Sénégal est né le 20 Novembre 1984. Il a été incorporé au sein de la gendarmerie nationale sénégalaise en 2008. Il participera à sa première mission sous la bannière des Nations Unies du 07 Avril 2013 au 14 juillet 2014 à la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies au Mali (MINUSMA). Il a ensuite rejoint la MINUSCA le 15 avril 2016 jusqu'au jour fatidique du 9 Mars 2017 où il perdit la vie dans une agression. Le PSU-Sénégal auquel il appartenait a été déployé en Centrafrique le 19 Avril 2016 avec un effectif de 137 hommes dont 2 femmes dont la mission consiste en la protection et l'escorte des autorités nationales et celles de la MINUSCA ■

LUTTER CONTRE LES ARMES ET MUNITIONS
UN DEVOIR
COMMUNAUTAIRE ET HUMANITAIRE

Conception : Bureau de la Communication et de l'Information Publique - MINUSCA - 2017



COMMÉMORATION DE LA
JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA SENSIBILISATION AU

**PROBLÈME DES MINES ET
DE L'ASSISTANCE À LA
LUTTE ANTIMINES**

Ouverture au public

**7 AVRIL
2017 À 10h
CLUB AMIGUS**

BANGUI

Pour plus d'informations : moens@un.org





MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

https://twitter.com/UN_CAR

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA